

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DES ORMES

SEANCE DU 8 décembre 2014

Nombre de membres afférents au CM:19

Nombres de membres en exercice:18

Qui ont pris part à la délibération: 16

Date de la convocation 2 décembre 2014

Date d'affichage et de transmission en Sous-Préfecture le 10 décembre 2014

L'an deux mil quatorze le **8 DECEMBRE** à 20 heures 30, le Conseil Municipal des ORMES, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Béatrice FONTAINE Maire des ORMES

Présents :

Mesdames BENITO Patricia, BRARD Béatrice, CURIEN Véronique, FONTAINE Béatrice, PUGLIA Catherine,, ROUSSEL Karine SAVOURIN Marie-France, TERRIEN Hélène

Messieurs BODIN Serge, BRUNEAU Jean-Marie, FERRAND Georges, GIVELET Eric, MORTREUIL Dominique, SABOURIN Jacques, TABUTAUD François, ROUGET Vincent

Absents excusés: Fabien MULTON, MOREVE Nathalie

A été élue Secrétaire CURIEN Véronique

Objet de la délibération :

2014/69

**TRANSFERT DE COMPETENCE A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
LES PORTES DU POITOU CONCERNANT L'ETABLISSEMENT ET
L'EXPLOITATION D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS
ELECTRONIQUES**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L5214-16 portant sur les compétences d'une communauté de communes, et l'article L5211-17 portant sur le transfert de compétences nouvelles non prévues par la décision institutive,

Vu les articles L1425-1 et L1425-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux réseaux et services locaux de communications électroniques,

Vu la notification de la délibération du conseil communautaire n° 2014105 du 18 novembre 2014 approuvant le projet de modification des statuts de la Communauté de Communes pour le transfert de la compétence relative à l'établissement et l'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques régie par l'article L1425-1 précité,

Considérant les principes de spécialité et d'exclusivité qui doivent s'appliquer aux actions de la Communauté de Communes Les Portes du Poitou,

Considérant que l'échelon intercommunal est le plus pertinent pour impulser et conduire une politique d'aménagement numérique équilibré sur le territoire de la Communauté de Communes Les Portes du Poitou,

Considérant que la mise en œuvre du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de la Vienne approuvé par le Conseil Général de la Vienne par délibération du 1^{er} juin 2012 nécessite la prise de la compétence de l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales par les Communautés de Communes,

En application de ces dispositions et sous réserve d'un transfert effectif de compétence, la Communauté de Communes Les Portes du Poitou pourra établir et exploiter sur son territoire des

infrastructures passives de communications électroniques et les mettre à disposition d'opérateurs de réseau ouvert au public ou d'utilisateurs de réseaux indépendants.

L'exercice de cette compétence devra respecter les principes suivants :

- *L'intervention publique doit se faire en cohérence avec les autres réseaux d'initiative publique ;*
- *L'intervention doit garantir l'utilisation partagée des infrastructures réalisées et respecter le principe de libre concurrence sur les marchés des communications électroniques ;*
- *Une même personne morale ne peut à la fois exercer une activité d'opérateur et être chargée de l'octroi de droits de passage destinés à permettre l'établissement de réseaux de communications électroniques ouverts au public.*

Le transfert est décidé par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune, de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunal, pour se prononcer sur le transfert proposé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Le transfert de compétences est ensuite prononcé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de transférer la compétence relative à l'établissement et l'exploitation d'infrastructures et réseaux de communications électroniques régie par l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal,

Vu l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier les conditions de transfert de nouvelles compétences ;

Vu l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la compétence en matière d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques ;

Vu la délibération n° 2014105 du Conseil Communautaire en date du 18 novembre 2014 ;

APPROUVE

- *La modification des statuts de la Communauté de Communes Les Portes du Poitou relative au transfert de la compétence régie par l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Le transfert, à la Communauté de Communes, de la compétence relative à l'établissement et l'exploitation d'infrastructures et réseaux de communications électroniques régie par l'article L1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

AUTORISE

Madame le Maire à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

*Pour extrait conforme
Aux Ormes le 9 décembre 2014
Le Maire,
Béatrice FONTAINE*